

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202418]

**28 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif
à la licence de fourniture de services de flexibilité dans le marché de l'électricité**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 35^{quater}, inséré par le décret du 19 juillet 2018;

Vu l'avis n° CD-18k14-CWaPE-1817 de la Commission wallonne pour l'énergie, donné le 14 novembre 2018;

Vu le rapport du 25 septembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 11 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du pôle « Énergie », donné le 20 décembre 2018;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement :

1° la Directive 2009/72/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 2003/54/CE;

2° la Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les Directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les Directives 2004/8/CE et 2006/32/CE.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 12 avril 2001 : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

2° la licence : la licence de fourniture de services de flexibilité.

CHAPITRE II. — Critères d'octroi de la licence**Section 1^{ère}. — Disposition à caractère général**

Art. 3. Tout fournisseur de services de flexibilité actif sur les réseaux de transport local et de distribution satisfait, tant lors de l'introduction d'une demande d'octroi de licence qu'après la délivrance de celle-ci aux critères du présent chapitre.

Section 2. — Critères relatifs à la localisation

Art. 4. Tout fournisseur de services de flexibilité est domicilié et réside, en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen.

Si le fournisseur est une entreprise, celle-ci est constituée conformément à la législation belge ou celle d'un des Etats visés à l'alinéa 1^{er} et dispose, en Belgique ou dans un de ces Etats, d'une administration centrale, d'un principal établissement ou d'un siège social dont l'activité présente un lien effectif et continu avec l'économie belge ou celle d'un des Etats précités.

Section 3. — Critères relatifs à l'honorabilité

Art. 5. Ne sont pas prises en considération les demandes des fournisseurs de services de flexibilité qui ont suspendu ou cessé leurs activités, ont fait aveu de faillite, font l'objet d'une procédure de liquidation, faillite, réorganisation judiciaire ou d'une procédure similaire prévue par une législation ou réglementation étrangères.

Art. 6. Sont refusées les demandes des fournisseurs qui :

1° personnellement, ou dont un administrateur ou membre du comité de direction, ont fait l'objet d'une condamnation par décision coulée en force de chose jugée rendue dans les cinq ans qui précèdent la demande pour une infraction portant atteinte à l'honorabilité du demandeur en lien avec l'activité économique et commerciale de celui-ci;

2° personnellement, ou dont un administrateur ou membre du comité de direction, ont commis une faute grave dans l'exercice de leur activité professionnelle;

3° n'ont pas satisfait aux obligations en matière de paiement des cotisations de sécurité sociale qui leur sont imposées par la législation belge ou étrangère;

4° n'ont pas satisfait aux obligations relatives au paiement des impôts qui sont à leur charge en vertu de la législation belge ou étrangère;

5° se rendent coupables de fausses déclarations dans le cadre d'informations qu'ils fournissent en vertu du décret du 12 avril 2001 ou de ses arrêtés d'exécution.

Art. 7. La preuve que le demandeur ne se trouve pas dans une des situations énoncées aux articles 5 et 6 peut, notamment, être fournie par la remise des documents suivants :

1° pour les cas prévus à l'article 5 : une attestation datée de moins de trois mois au jour de l'introduction de la demande, délivrée par une instance judiciaire ou administrative certifiant que le demandeur ne se trouve pas dans l'une des situations qui y sont visées;

2° pour les cas prévus à l'article 6, 1° : un extrait du casier judiciaire ou un document reconnu comme équivalent par la CWaPE, daté de moins de trois mois au jour de l'introduction de la demande, délivré par l'autorité judiciaire ou administrative d'où il résulte qu'il est satisfait à l'exigence prescrite;

3° pour les cas prévus à l'article 6, 3° et 4° : une attestation datée de moins de trois mois au jour de l'introduction de la demande, délivrée par l'autorité compétente;

4° pour les cas prévus par l'article 6, 2° et 5° : une déclaration sur l'honneur.

Lorsqu'un document visé à l'alinéa 1^{er} ne peut pas être délivré dans le pays en question, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou une déclaration solennelle du demandeur devant une instance judiciaire ou publique, un notaire ou une organisation professionnelle compétente du pays d'origine ou de provenance.

Section 3. — Critères relatifs à l'autonomie juridique et de gestion

Art. 8. Les membres des organes de gestion et, le cas échéant, de la direction du fournisseur de services de flexibilité sont indépendants des gestionnaires de réseaux actifs en Belgique, à l'exclusion des gestionnaires de réseaux fermés professionnels.

Au sens de l'alinéa 1^{er}, l'on entend par personne indépendante, toute personne qui :

1° n'exerce aucune fonction ou activité, rémunérée ou non, au service d'un gestionnaire de réseau;

2° ne bénéficie d'aucun avantage matériel octroyé par un gestionnaire de réseau, ni par une entreprise liée ou associée, qui, de l'avis de la CWaPE, est susceptible d'influencer son jugement.

Section 4. — Critères relatifs à la capacité technique

Art. 9. Les capacités techniques du fournisseur sont notamment établies à l'aide des documents suivants :

1° une liste établissant les qualifications scientifiques et professionnelles des membres de l'entreprise responsables de la flexibilité;

2° une description des moyens techniques envisagés pour la gestion de la flexibilité;

3° les moyens mis en œuvre en vue de se conformer aux dispositions légales applicables en la matière.

CHAPITRE III. — Procédure d'octroi de la licence

Art. 10. La demande d'octroi d'une licence est envoyée ou remise contre accusé de réception, au siège de la CWaPE.

La demande contient :

1° les documents attestant ou certifiant que le demandeur satisfait aux critères d'octroi;

2° une description de l'origine de l'offre des services de flexibilité visée à savoir professionnelle ou résidentielle;

3° une référence à la date à laquelle le demandeur envisage de démarrer son activité de fourniture de services de flexibilité.

Art. 11. Lors de la réception de la demande, la CWaPE vérifie si tous les documents requis pour l'examen de la demande sont en sa possession.

Si tel est le cas, la CWaPE délivre, dans les quinze jours de la réception de la demande, un accusé de réception au demandeur actant que la demande est complète.

Si la demande est incomplète, la CWaPE en avise le demandeur, par envoi simple, dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande.

La CWaPE précise les documents manquants et fixe un délai raisonnable dans lequel le demandeur est invité à compléter sa demande.

Lorsque la CWaPE considère la demande comme complète, elle délivre un accusé de réception de la demande au demandeur actant que la demande est complète.

Art. 12. La CWaPE vérifie à l'aide de tout document en sa possession si le demandeur satisfait aux critères visés au chapitre 2. Lorsque la CWaPE estime qu'il n'est pas satisfait à un ou plusieurs critères, elle en avise le demandeur par envoi simple dans un délai d'un mois à dater de l'accusé de réception visé à l'article 11 actant le caractère complet de la demande.

La CWaPE précise les raisons pour lesquelles elle considère qu'il n'est pas satisfait aux critères et fixe un délai d'un mois maximum dans lequel le demandeur peut envoyer ses observations, justifications ou tout autre complément d'information. La CWaPE entend le demandeur qui en fait la requête.

Art. 13. Dans un délai d'un mois à dater de l'accusé de réception de la demande actant que la demande est complète ou, le cas échéant, de la réception des observations, justifications et compléments d'information visés à l'article 12, alinéa 2, la CWaPE notifie sa décision d'octroi ou de refus d'octroi de la licence au demandeur.

La CWaPE publie un extrait de sa décision d'octroi de la licence sur son site internet.

À défaut de décision de la CWaPE prise dans les trois mois à dater de l'accusé de réception actant que la demande est complète ou, le cas échéant, de la réception des observations, justifications et compléments d'information visés à l'article 12, alinéa 2, le demandeur peut envoyer un rappel à la CWaPE qui fait courir un délai supplémentaire de trois semaines endéans lequel la CWaPE notifie sa décision.

Art. 14. La CWaPE peut établir un modèle de dossier de demande de licence à respecter par le demandeur.

CHAPITRE IV. — Procédure simplifiée d'octroi de la licence

Art. 15. § 1^{er} Les demandes introduites par les demandeurs visés à l'article 35^{quater}, § 3, alinéa 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 sont introduites et traitées conformément aux dispositions du chapitre 3.

§ 2. Par dérogation au chapitre 2 :

1° les critères visés aux articles 5, 6, 8 et 9 sont réputés rencontrés dans le chef du titulaire d'une licence accordée au niveau fédéral ou dans une autre Région, sous réserve que le demandeur joigne à sa demande visée à l'article 10, une copie de sa licence accordée au niveau fédéral ou dans une autre Région, ainsi qu'une déclaration sur l'honneur attestant de la validité de cette licence et reprenant la durée de validité de celle-ci;

2° les critères visés aux articles 4 à 6, 8 et 9 sont réputés rencontrés dans le chef du titulaire d'une licence wallonne de fourniture d'électricité, sous réserve que le demandeur joigne à sa demande visée à l'article 10, une copie de sa licence de fourniture d'électricité, ainsi qu'une déclaration sur l'honneur attestant de la validité de cette licence et reprenant la durée de validité de celle-ci;

3° les critères visés aux articles 5, 6 et 9 sont réputés rencontrés dans le chef du titulaire d'un contrat d'accès de flexibilité avec au moins un gestionnaire de réseau, sous réserve que le demandeur joigne à sa demande visée à l'article 10, une copie de tout contrat d'accès de flexibilité conclu avec un ou plusieurs gestionnaires de réseaux et reprenant, le cas échéant, la durée de validité de celui-ci;

4° les critères visés aux articles 4 à 6, et à l'article 9 sont réputés rencontrés dans le chef du demandeur d'une licence limitée en vue d'offrir des services de flexibilité au départ de ses propres installations, sous réserve que le demandeur joigne à sa demande visée à l'article 10, une attestation sur l'honneur certifiant qu'il utilise uniquement ses propres installations pour offrir des services de flexibilité.

La CWaPE peut établir et imposer un modèle de déclaration sur l'honneur.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, si la CWaPE le juge nécessaire au regard de la situation du demandeur, elle peut enjoindre le demandeur de lui fournir les éléments de preuve attestant du respect de tout critère d'octroi de la licence visé au chapitre 2.

CHAPITRE V. — Informations à fournir par les titulaires d'une licence

Art. 16. Si elle l'estime nécessaire suite à l'évolution du marché de la flexibilité, la CWaPE peut imposer aux fournisseurs de services de flexibilité de lui transmettre, annuellement, un rapport d'activités. La CWaPE peut établir et imposer un modèle de rapport.

Art. 17. Tout titulaire d'une licence envoie à la CWaPE, dans un délai de quinze jours, toute modification de ses statuts en y joignant le procès-verbal de l'organe qui y a procédé ainsi que toute autre modification susceptible d'avoir des répercussions sur le respect des critères et obligations prescrits par ou en vertu du décret du 12 avril 2001.

Art. 18. Tout titulaire d'une licence envoie à la CWaPE, sans délai et au plus tard dans les quinze jours, toute modification de contrôle, toute fusion, scission ou transfert de branche d'activité qui le concerne.

Art. 19. Tout titulaire d'une licence envoie à la CWaPE, dans un délai de quinze jours, toute modification relative au changement de l'origine de l'offre de services de flexibilité visée.

CHAPITRE VI. — Renonciation et retrait de la licence

Art. 20. § 1^{er} Tout titulaire d'une licence souhaitant renoncer à celle-ci peut, dans le respect de ses conditions contractuelles, introduire sa demande auprès de la CWaPE. La demande indique avec précision la façon dont il sera satisfait à l'obligation visée au paragraphe 2.

§ 2. Le retrait de la licence est subordonné à une notification préalable des utilisateurs de réseau sous contrat.

Art. 21. Lorsque la CWaPE constate qu'un titulaire d'une licence ne satisfait plus aux critères d'octroi ou qu'il ne respecte pas les obligations prescrites par ou en vertu du décret du 12 avril 2001, elle l'en avise par envoi recommandé en indiquant les motifs.

La CWaPE fixe par ailleurs un délai, qui n'excède pas un mois, dans lequel le titulaire est soit invité à transmettre ses observations, soit tenu de prendre les mesures pour respecter lesdites conditions et obligations. La CWaPE entend le titulaire qui en fait la demande.

Le cas échéant, la CWaPE notifie aux gestionnaires de réseaux et par envoi recommandé au titulaire de la licence sa décision de retrait de la licence dans un délai d'un mois à dater de l'expiration du délai prévu à l'alinéa 2. La CWaPE publie, par extrait, sa décision de retrait sur son site internet.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 22. Toute personne physique ou morale qui exerce, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, des activités de fourniture de services de flexibilité en Région wallonne, introduit une demande de licence auprès de la CWaPE dans un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 23. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202418]

28. MÄRZ 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Lizenz für das Anbieten von Flexibilitätsdiensten im Elektrizitätsmarkt

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 35^{quater}, eingefügt durch das Dekret vom 19. Juli 2018;

Aufgrund der am 14. November 2018 abgegebenen Stellungnahme Nr. CD-18f14-CWaPE-1817 der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie");

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 25. September 2018;

Aufgrund des am 11. Februar 2019 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In Erwägung des Ausbleibens einer Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der am 20. Dezember 2018 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass werden die folgenden Bestimmungen teilweise umgesetzt :

1° die Richtlinie 2009/72/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 2003/54/EG;

2° die Richtlinie 2012/27/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG.

Art. 2 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen :

1° Dekret vom 12. April 2001 : das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

2° Lizenz : die Lizenz für das Anbieten von Flexibilitätsdiensten.

KAPITEL II — Kriterien für die Erteilung der Lizenz

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmung

Art. 3 - Jeder auf dem lokalen Übertragungsnetz und auf dem Verteilernetz aktive Anbieter von Flexibilitätsdiensten hat den Kriterien des vorliegenden Kapitels sowohl bei der Einreichung eines Antrags auf Erteilung einer Lizenz als nach der Ausstellung dieser Lizenz zu genügen.

Abschnitt 2 — Kriterien in Bezug auf die Niederlassung

Art. 4 - Jeder Anbieter von Flexibilitätsdiensten hat seinen Wohnsitz und verbleibt in Belgien oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums.

Ist der Anbieter ein Unternehmen, so ist dieses Unternehmen gemäß der belgischen Gesetzgebung oder der Gesetzgebung eines der in Absatz 1 erwähnten Staaten gebildet; zudem verfügt es in Belgien oder in einem dieser Staaten über eine Zentralverwaltung, einen Hauptbetrieb oder einen Gesellschaftssitz, deren bzw. dessen Tätigkeit in tatsächlicher und dauerhafter Verbindung mit der belgischen Wirtschaft oder der Wirtschaft eines der vorerwähnten Staaten steht.

Abschnitt 3 — Kriterien in Bezug auf die Ehrbarkeit

Art. 5 - Die Anträge der Anbieter von Flexibilitätsdiensten, die ihre Tätigkeiten ausgesetzt oder eingestellt oder Konkurs gemeldet haben, Gegenstand eines Liquidationsverfahrens, eines Konkurses, einer gerichtlichen Reorganisation oder eines ähnlichen, in einer belgischen oder ausländischen Rechtsvorschrift vorgesehenen Verfahrens sind, werden nicht in Betracht gezogen.

Art. 6 - Abgelehnt werden die Anträge von Anbietern, die

1° persönlich, oder von denen ein Mitglied des Verwaltungsrats oder des Direktionsausschusses, Gegenstand einer innerhalb von fünf Jahren vor der Antragstellung durch einen rechtskräftigen gerichtlichen Beschluss verkündeten Verurteilung wegen eines die Ehrbarkeit des Antragstellers verletzenden Verstoßes in Verbindung mit seiner wirtschaftlichen und gewerblichen Aktivität gewesen sind;

2° persönlich, oder von denen ein Mitglied des Verwaltungsrats oder des Direktionsausschusses, im Rahmen der Ausübung ihrer beruflichen Tätigkeit eine schwere Verfehlung begangen haben;

3° den Verpflichtungen hinsichtlich der Zahlung der ihnen durch die belgischen oder ausländischen Rechtsvorschriften auferlegten Sozialsicherheitsbeiträge nicht nachgekommen sind;

4° den Verpflichtungen hinsichtlich der Zahlung der durch die belgischen oder ausländischen Rechtsvorschriften auf sie anwendbaren Steuern nicht nachgekommen sind;

5° im Rahmen von kraft des Dekrets vom 12. April 2001 oder seiner Ausführungserlasse mitzuteilenden Auskünften falsche Aussagen gemacht haben.

Art. 7 - Der Beweis, dass der Antragsteller sich nicht in einer der in Artikel 5 und 6 genannten Lagen befindet, kann insbesondere durch die Übermittlung der folgenden Dokumente erbracht werden :

1° für die in Artikel 5 vorgesehenen Fälle : eine am Tag des Einreichens des Antrags weniger als drei Monate alte, von einer gerichtlichen oder administrativen Instanz ausgestellte Bescheinigung, dass sich der Antragsteller in keiner der erwähnten Lagen befindet;

2° für die in Artikel 6 Ziffer 1 vorgesehenen Fälle : ein Auszug aus dem Strafregister oder ein durch die CWaPE als gleichwertig gehaltenes Dokument, der/das am Tag des Einreichens des Antrags weniger als drei Monate alt ist und von der gerichtlichen oder administrativen Behörde ausgestellt wird, aus welchem sich ergibt, dass der vorgeschriebenen Auflage nachgekommen wird;

3° für die in Artikel 6 Ziffer 3 und 4 vorgesehenen Fälle : eine am Tag des Einreichens des Antrags weniger als drei Monate alte, von der zuständigen Behörde ausgestellte Bescheinigung;

4° für die Artikel 6 Ziffer 2 und 5 vorgesehenen Fälle : eine ehrenwörtliche Erklärung.

Wenn ein in Absatz 1 erwähntes Dokument in dem betreffenden Land nicht ausgestellt werden kann, so kann es durch eine beedigte oder förmliche Erklärung des Betroffenen vor einer gerichtlichen oder öffentlichen Instanz, einem Notar oder einer zuständigen Berufsvereinigung des Ursprungs- oder Herkunftslands ersetzt werden.

Abschnitt 3 — Kriterien in Bezug auf die Rechts- und Geschäftsführungsautonomie

Art. 8 - Die Mitglieder der Geschäftsführungsorgane und gegebenenfalls der Direktion des Anbieters von Flexibilitätsdiensten sind unabhängig von in Belgien tätigen Netzbetreibern, mit Ausnahme der Betreiber von geschlossenen Unternehmensnetzen.

Im Sinne von Absatz 1 gilt als unabhängige Person jede Person, die

- 1° keine Funktion oder Tätigkeit, ob entlohnt oder nicht, im Dienste eines Netzbetreibers ausübt;
- 2° keinen materiellen Vorteil erhält, der vor einem Netzbetreiber oder einem mit ihm verbundenen oder beteiligten Unternehmen gewährt wird oder nach Ansicht der CWaPE sein Urteil beeinflussen könnte.

Abschnitt 4 — Kriterien in Bezug auf die technische Eignung

Art. 9 - Die technische Eignung des Anbieters wird insbesondere anhand der nachstehenden Dokumente belegt :

- 1° eine Liste mit den wissenschaftlichen und beruflichen Qualifikationen der Mitglieder des Unternehmens, die für die Flexibilität zuständig sind;
- 2 eine Beschreibung der technischen Mittel, die für die Organisation der Flexibilität vorgesehen werden;
- 3° eine Beschreibung der Mittel, die zur Einhaltung der anwendbaren Rechtsvorschriften eingesetzt werden.

KAPITEL III — Verfahren für die Erteilung der Lizenz

Art. 10 - Der Antrag auf Erteilung einer Lizenz wird der CWaPE an ihrem Sitz per Einschreiben zugestellt oder dort gegen Empfangsbestätigung abgegeben.

Der Antrag enthält die folgenden Angaben :

- 1° die Dokumente, die bescheinigen, dass der Antragsteller den Erteilungskriterien genügt;
- 2° eine Beschreibung der Herkunft des Angebots für die Flexibilitätsdienste, d.h. Unternehmen bzw. Haushaltskunden;
- 3° einen Bezug auf das Datum, an dem der Antragsteller seine Aktivität als Anbieter von Flexibilitätsdiensten zu starten beabsichtigt.

Art. 11 - Beim Eingang des Antrags prüft die CWaPE, ob alle für die Untersuchung des Antrags erforderlichen Dokumente in ihrem Besitz sind.

Ist dies der Fall, so stellt die CWaPE innerhalb fünfzehn Tagen nach Eingang des Antrags dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig ist.

Wenn der Antrag nicht vollständig ist, informiert die CWaPE den Antragsteller darüber per einfaches Schreiben innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt des Antrags.

Die CWaPE gibt an, welche Unterlagen fehlen, und legt eine vernünftige Frist fest, innerhalb deren der Antragsteller ersucht wird, seinen Antrag zu vervollständigen.

Wenn die CWaPE den Antrag als vollständig betrachtet, stellt sie dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig ist.

Art. 12 - Die CWaPE überprüft mit Hilfe aller Unterlagen, über die sie verfügt, ob der Antragsteller den in Kapitel 2 genannten Kriterien genügt. Ist die CWaPE der Ansicht, dass einem oder mehreren Kriterien nicht genügt wird, so informiert sie den Antragsteller darüber per einfaches Schreiben innerhalb einer Frist von einem Monat ab der in Artikel 11 genannten Empfangsbestätigung, in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig ist.

Die CWaPE gibt die Gründe an, aus denen sie der Ansicht ist, dass den Kriterien nicht genügt wird, und setzt eine Frist von höchstens einem Monat fest, innerhalb welcher der Antragsteller seine Bemerkungen, Begründungen oder jegliche zusätzliche Information übermitteln kann. Die CWaPE hört den Antragsteller an, falls dieser es beantragt.

Art. 13 - Innerhalb einer Frist von einem Monat ab der Empfangsbestätigung des Antrags, in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig ist, oder gegebenenfalls ab dem Eingang der in Artikel 12 Absatz 2 genannten Bemerkungen, Begründungen und zusätzlichen Informationen stellt die CWaPE dem Antragsteller und der Verwaltung ihren Beschluss über die Erteilung oder Nichterteilung der Lizenz zu.

Die CWaPE veröffentlicht ihren Beschluss zur Erteilung der Lizenz auszugsweise auf ihren Internetseiten.

Mangels eines Beschlusses der CWaPE binnen drei Monaten ab der Empfangsbestätigung, in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig ist, oder gegebenenfalls ab dem Eingang der in Artikel 12 Absatz 2 genannten Bemerkungen, Begründungen und zusätzlichen Informationen kann der Antragsteller ein Erinnerungsschreiben an die CWaPE richten, durch welches die Frist, innerhalb deren die CWaPE ihren Beschluss zustellen muss, um drei Wochen verlängert wird.

Art. 14 - Die CWaPE kann das vom Antragsteller einzuhaltende Muster der Akte zur Beantragung der Lizenz festlegen.

KAPITEL IV — Vereinfachtes Verfahren für die Erteilung der Lizenz

Art. 15 - § 1. Anträge, die von den in Artikel 35^{quater}, § 3 Absatz 1 des Dekrets vom 12. April 2001 genannten Antragstellern gestellt werden, werden in Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Kapitel 3 eingereicht und behandelt.

§ 2. Abweichend von Kapitel 2

1° gilt, dass der Inhaber einer auf föderaler Ebene oder in einer anderen Region erteilten Lizenz die in den Artikeln 5, 6, 8 und 9 genannten Kriterien erfüllt, sofern der Antragsteller seinem in Artikel 10 erwähnten Antrag eine Kopie seiner auf föderaler Ebene oder in einer anderen Region erteilten Lizenz, sowie eine ehrenwörtliche Erklärung zur Bescheinigung der Gültigkeit dieser Lizenz und zur Angabe deren Gültigkeitsdauer beifügt;

2° gilt, dass der Inhaber einer wallonischen Lizenz als Stromversorger die in den Artikeln 4 bis 6, 8 und 9 genannten Kriterien erfüllt, sofern der Antragsteller seinem in Artikel 10 erwähnten Antrag eine Kopie seiner Stromversorgungslicenz sowie eine ehrenwörtliche Erklärung zur Bescheinigung der Gültigkeit dieser Lizenz und zur Angabe deren Gültigkeitsdauer beifügt;

3° gilt, dass der Inhaber eines Flexibilitätszugangsvertrags mit mindestens einem Netzbetreiber die in den Artikeln 5, 6 und 9 genannten Kriterien erfüllt, sofern der Antragsteller seinem in Artikel 10 erwähnten Antrag eine Kopie jedes Flexibilitätszugangsvertrags beifügt, der mit einem oder mehreren Netzbetreibern geschlossen wurde, in dem die Gültigkeitsdauer dieses Vertrags gegebenenfalls angegeben wird;

4° gilt, dass der Antragsteller auf eine begrenzte Lizenz für das Anbieten von Flexibilitätsdiensten ab seinen eigenen Anlagen die in den Artikeln 4 bis 6 und 9 genannten Kriterien erfüllt, sofern der Antragsteller seinem in Artikel 10 erwähnten Antrag eine ehrenwörtliche Erklärung beifügt, durch die bescheinigt wird, dass er die Flexibilitätsdienste ausschließlich ab seinen eigenen Anlagen anbietet.

Die CWaPE kann das Muster der ehrenwörtlichen Erklärung festlegen und auferlegen.

§ 3. Abweichend von § 1 kann die CWaPE, wenn sie dies aufgrund der Lage des Antragstellers als erforderlich erachtet, Letzteren auffordern, ihr die Belege vorzulegen, die die Erfüllung jedes in Kapitel 2 angeführten Kriteriums für die Erteilung der Lizenz nachweisen.

KAPITEL V — Von den Inhabern einer Lizenz mitzuteilende Auskünfte

Art. 16 - Wenn die CWaPE es im Hinblick auf die Entwicklung des Markts für die Flexibilität als erforderlich erachtet, kann sie den Anbietern von Flexibilitätsdiensten die jährliche Vorlage eines Tätigkeitsberichts auferlegen. Die CWaPE kann ein Muster für diesen Bericht erstellen und auferlegen.

Art. 17 - Jeder Inhaber einer Lizenz teilt der CWaPE binnen fünfzehn Tagen jegliche Änderung seiner Satzungen mit; dieser Mitteilung fügt er das Protokoll des Organs bei, das diese Änderung vorgenommen hat, und teilt jede weitere Änderung mit, die auf die Einhaltung der durch oder kraft des Dekrets vom 12. April 2001 vorgeschriebenen Kriterien und Verpflichtungen Auswirkungen haben könnte.

Art. 18 - Jeder Inhaber einer Lizenz teilt der CWaPE unverzüglich, auf jeden Fall spätestens binnen fünfzehn Tagen, jede ihn betreffende Änderung der Kontrolle, jede Fusion, Spaltung, oder Tätigkeitsbereichsverlagerung mit.

Art. 19 - Jeder Inhaber einer Lizenz teilt der CWaPE binnen fünfzehn Tagen jegliche Änderung in Bezug auf die Herkunft des betreffenden Angebots von Flexibilitätsdiensten mit.

KAPITEL VI — Verzicht auf die Lizenz - Entzug der Lizenz

Art. 20 - § 1. Jeder Inhaber einer Lizenz, der auf diese verzichten möchte, kann unter Einhaltung seiner vertraglichen Bedingungen seinen Antrag bei der CWaPE einreichen. Im Antrag wird genau dargelegt, wie die § 2 genannte Verpflichtung zu erfüllen sein wird.

§ 2. Der Entzug der Lizenz unterliegt einer vorherigen Notifizierung der unter Vertrag stehenden Netzbetreiber.

Art. 21 - Falls die CWaPE feststellt, dass der Inhaber einer Lizenz den Gewährungskriterien nicht mehr genügt, oder dass er die durch oder kraft des Dekrets vom 12. April 2001 vorgeschriebenen Verpflichtungen nicht mehr einhält, teilt sie ihm dies per Einschreiben unter Angabe der Begründung mit.

Die CWaPE legt ebenfalls eine Frist von höchstens einem Monat fest, innerhalb deren der Inhaber entweder aufgefordert wird, seine Bemerkungen mitzuteilen, oder die Maßnahmen treffen muss, um die besagten Bedingungen und Verpflichtungen einzuhalten. Die CWaPE hört den Lizenzinhaber an, falls dieser es beantragt.

Gegebenenfalls teilt die CWaPE den Netzbetreibern, und dem Inhaber der Lizenz per Einschreiben innerhalb von einem Monat ab Ablauf der in Absatz 2 vorgesehenen Frist ihren Beschluss über den Entzug der Lizenz mit. Die CWaPE veröffentlicht ihren Beschluss über den Entzug der Lizenz auszugsweise auf ihrer Internetseite.

KAPITEL VII — Schlussbestimmungen

Art. 22 - Jede natürliche oder juristische Person, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in der Wallonischen Region Aktivitäten im Bereich des Anbietens von Flexibilitätsdiensten ausübt, reicht innerhalb von sechs Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses einen Antrag auf Erteilung einer Lizenz bei der CWaPE ein.

Art. 23 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. März 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202418]

28 MAART 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de leveringsvergunning van flexibilitiediensten op de elektriciteitsmarkt

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 35^{quater}, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2018;

Gelet op het advies nr. CD-18k14-CWaPE-1817 van de « Commission wallonne pour l'énergie » (Waalse Energiecommissie), gegeven op 14 november 2018;

Gelet op het rapport van 25 september 2018 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 11 februari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 20 december 2018;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Bij dit besluit worden gedeeltelijk omgezet :

1° Richtlijn 2009/72/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot intrekking van Richtlijn 2003/54/EG;

2° Richtlijn 2012/27/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende de energieprestatie, tot wijziging van de Richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en tot intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet van 12 april 2001 : het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

2° de vergunning : de leveringsvergunning van flexibiliteitsdiensten.

HOOFDSTUK II. — Toekenningsvoorwaarden voor de vergunning

1° afdeling. — Algemene bepalingen

Art. 3. Elke leverancier van flexibiliteitsdiensten die op lokale transmissienetwerken en op distributienetwerken actief is, voldoet zowel bij de indiening van een vergunningsaanvraag als na de afgifte ervan aan de criteria van dit hoofdstuk.

Afdeling 2. — Criteria betreffende de ligging

Art. 4. Elke leverancier van flexibiliteitsdiensten is gedomicilieerd en verblijft in België of in een andere Lidstaat van de Europese Economische Ruimte.

Als de leverancier een onderneming is, wordt zij opgericht overeenkomstig de Belgische wetgeving of die van één van de in het eerste lid bedoelde Staten en beschikt zij in België of in één van die Staten over een centrale administratie, een hoofdinstelling of een maatschappelijke zetel waarvan de activiteit een daadwerkelijke en constante band heeft met de Belgische economie of met de economie van één van voornoemde Staten.

Afdeling 3. — Criteria betreffende de eerbaarheid

Art. 5. Worden niet in aanmerking genomen : de aanvragen van leveranciers van flexibiliteitsdiensten die hun activiteiten hebben opgeschort of gestaakt, faillissement aangevraagd hebben, het voorwerp zijn van een vereffening, faillissement, gerechtelijke reorganisatie of een soortgelijke procedure op grond van buitenlandse wetgeving of reglementering.

Art. 6. De aanvragen van de leveranciers worden geweigerd indien :

1° zij persoonlijk of een bestuurder of lid van het directiecomité veroordeeld zijn na een in kracht van gewijsde gegane beslissing binnen vijf jaar vóór de aanvraag, wegens een inbreuk op de eerbaarheid van de aanvrager met betrekking tot zijn economische en commerciële activiteiten;

2° zij persoonlijk of een bestuurder of lid van het directiecomité een ernstige fout bij de uitoefening van hun beroepsactiviteit begaan hebben;

3° zij niet voldaan hebben aan de verplichtingen inzake betaling van de sociale zekerheidsbijdragen opgelegd door de Belgische of buitenlandse wetgeving;

4° zij niet voldaan hebben aan de verplichtingen met betrekking tot de betaling van de belastingen die zij krachtens de Belgische of buitenlandse wetgeving verschuldigd zijn;

5° zij zich schuldig gemaakt hebben aan het afleggen van valse verklaringen in verband met de informatie die zij verstrekt hebben krachtens het decreet van 12 april 2001 of de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 7. Het bewijs dat de aanvrager niet in één van de in artikelen 5 en 6 bedoelde situaties verkeert, kan met name worden geleverd door het indienen van de volgende documenten :

1° wat de in artikel 5 bedoelde gevallen betreft : een attest afgeleverd door een gerechtelijke of administratieve instantie, gedateerd van minder dan drie maanden op de dag van de indiening van de aanvraag en waarbij bevestigd wordt dat de aanvrager zich niet in één van de in artikel 5 bedoelde situaties bevindt;

2° wat de in artikel 6, 1°, bedoelde gevallen betreft : een uittreksel uit het strafregister of een document erkend als gelijkwaardig door de "CWaPE", gedateerd van minder dan drie maanden op de dag van de indiening van de aanvraag, afgegeven door de gerechtelijke of administratieve overheid waaruit blijkt dat aan de voorgeschreven eis voldaan wordt;

3° wat de in artikel 6, 3° en 4°, bedoelde gevallen betreft : een attest gedateerd van minder dan drie maanden op de dag van de indiening van de aanvraag, afgeleverd door de bevoegde autoriteit;

4° wat de in artikel 6, 2° en 5°, bedoelde gevallen betreft : een verklaring op erewoord.

Indien een in lid 1 bedoeld document niet in het betrokken land afgegeven kan worden, kan het worden vervangen door een verklaring onder ede of een plechtige verklaring van de aanvrager tegenover een gerechtelijke of overheidsinstantie, een notaris of een bevoegde beroepsvereniging in het land van oorsprong of herkomst.

Afdeling 3. — Criteria betreffende de juridische en beheersautonomie

Art. 8. De leden van de beheersorganen en, in voorkomend geval, van de directie van de leverancier van flexibiliteitsdiensten zijn onafhankelijk van de netbeheerders die in België actief zijn, met uitzondering van de beheerders van gesloten beroepsnetten.

In de zin van lid 1 wordt verstaan onder zelfstandige persoon elke persoon die :

1° geen enkele functie of activiteit uitoefent, al dan niet tegen betaling, voor een netbeheerder;

2° niet in aanmerking komt voor een materieel voordeel toegekend door een netbeheerder of een gebonden of verenigde onderneming die volgens de "CWaPE" zijn mening zou kunnen beïnvloeden.

Afdeling 4. — Criteria betreffende de technische capaciteit

Art. 9. De technische capaciteiten van de leverancier worden met name aan de hand van de volgende documenten bepaald :

1° een lijst met de wetenschappelijke en beroepskwalificaties van de leden van de onderneming die verantwoordelijk zijn voor de flexibiliteit;

2° een omschrijving van de technische middelen die overwogen worden om de flexibiliteit te beheren;

3° de middelen die aangewend zijn om te voldoen aan de wettelijke bepalingen die op dit gebied van toepassing zijn.

HOOFDSTUK III. — Procedure voor de toekenning van de vergunning

Art. 10. De aanvraag om verlening van een vergunning wordt verzonden of ingediend tegen ontvangstbewijs op de zetel van de "CWaPE".

De aanvraag bevat :

1° de documenten die bewijzen of bevestigen dat de aanvrager aan de toekenningscriteria voldoet;

2° een omschrijving van de oorsprong van het beoogde aanbod van flexibiliteitsdiensten, namelijk professioneel of residentieel;

3° een verwijzing naar de datum waarop de aanvrager van plan is zijn leveringsactiviteiten van flexibiliteitsdiensten op te starten.

Art. 11. Bij ontvangst van de aanvraag gaat de "CWaPE" na of ze beschikt over alle documenten die ze nodig heeft om de aanvraag te behandelen.

Is dat wel het geval, dan stuurt de « CWaPE » binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag een bericht van ontvangst naar de aanvrager om te bevestigen dat de aanvraag volledig is.

Indien het aanvraagdossier onvolledig is, informeert de « CWaPE » de aanvrager bij gewone zending binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag.

De « CWaPE » wijst op de ontbrekende documenten en legt een redelijke termijn vast waarbinnen de aanvrager verzocht wordt zijn aanvraag te vervolledigen.

Wanneer de « CWaPE » de aanvraag als volledig beschouwt, verleent zij aan de aanvrager een ontvangstbewijs van de aanvraag dat vaststelt dat deze volledig is.

Art. 12. De « CWaPE » gaat aan de hand van documenten in haar bezit na of de aanvrager aan de in hoofdstuk 2 bedoelde criteria voldoet. Wanneer de « CWaPE » van mening is dat aan een of meer criteria niet voldaan wordt, stelt zij de aanvrager daarvan bij gewone zending in kennis binnen een maand na de in artikel 11 bedoelde ontvangstbevestiging waarbij het volledig karakter van de aanvraag bevestigd wordt.

De « CWaPE » geeft nauwkeurig de redenen op waarom zij acht dat er aan de criteria niet voldaan wordt en stelt een termijn van maximaal één maand waarin de aanvrager zijn opmerkingen, verantwoordingen of aanvullende informatie kan overmaken. De « CWaPE » hoort de aanvrager die erom verzoekt.

Art. 13. Binnen een maand na de ontvangstbevestiging van de aanvraag waarbij bevestigd wordt dat de aanvraag volledig is of, in voorkomend geval, na het ontvangen van de opmerkingen, verantwoordingen en aanvullende informatie zoals bedoeld in artikel 12, lid 2, stelt de « CWaPE » de aanvrager in kennis van haar beslissing om de vergunning te verlenen of te weigeren.

De "CWaPE" maakt een uittreksel van haar beslissing tot toekenning van de vergunning op haar internetsite bekend.

Bij gebrek aan een beslissing van de « CWaPE » binnen drie maanden na de ontvangstbevestiging waarbij bevestigd wordt dat de aanvraag volledig is of, in voorkomend geval, na het ontvangen van de opmerkingen, verantwoordingen en aanvullende informatie zoals bedoeld in artikel 12, lid 2, kan de aanvrager de « CWaPE » een herinneringsschrijven toesturen waarbij de « CWaPE » een bijkomende termijn van drie weken krijgt om haar beslissing mee te delen.

Art. 14. De « CWaPE » kan een modeldossier opstellen voor de vergunningsaanvraag dat door de aanvrager nageleefd moet worden.

HOOFDSTUK IV. — Vereenvoudigde procedure voor de toekenning van de vergunning

Art. 15. § 1. De aanvragen ingediend door de aanvragers bedoeld in artikel 35^{quater}, § 3, eerste lid, van het decreet van 12 april 2001, worden ingediend en behandeld overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 3.

§ 2. In afwijking van hoofdstuk 2 :

1° worden de criteria bedoeld in artikelen 5, 6, 8 en 9 geacht voldaan te zijn met betrekking tot de houder van een vergunning die op federaal niveau of in een ander gewest verleend is, indien de aanvrager bij zijn aanvraag bedoeld in artikel 10 een afschrift voegt van zijn vergunning toegekend op federaal niveau of in een ander Gewest, alsook een verklaring op erewoord die de geldigheid van deze vergunning bevestigt en die de geldigheidsduur ervan vermeldt;

2° worden de criteria bedoeld in artikelen 4 tot 6, 8 en 9 geacht voldaan te zijn met betrekking tot de houder van een Waalse vergunning voor de levering van elektriciteit, indien de aanvrager bij zijn aanvraag bedoeld in artikel 10 een afschrift voegt van zijn vergunning voor de levering van elektriciteit alsook een verklaring op erewoord die de geldigheid van deze vergunning bevestigt en die de geldigheidsduur ervan vermeldt;

3° worden de criteria bedoeld in artikelen 5, 6 en 9 geacht voldaan te zijn met betrekking tot de houder van een toegangscontract van flexibiliteit met minstens één netbeheerder, indien de aanvrager bij zijn aanvraag bedoeld in artikel 10 een afschrift voegt van elk toegangscontract van flexibiliteit gesloten met één of meerdere netbeheerders die in voorkomend geval de geldigheidsduur ervan vermeldt;

4° worden de criteria bedoeld in artikelen 4 tot 6, en in artikel 9 geacht voldaan te zijn met betrekking tot de houder van een beperkte vergunning om vanuit zijn eigen installaties flexibiliteitsdiensten aan te bieden, indien de aanvrager bij zijn aanvraag bedoeld in artikel 10 een attest op erewoord voegt waarbij hij bevestigt enkel zijn eigen installaties te gebruiken om flexibiliteitsdiensten aan te bieden.

De « CWaPE » kan een model van verklaring op erewoord vaststellen en opleggen.

In afwijking van § 1, kan de aanvrager verplicht worden tot het leveren van de bewijsstukken ter bevestiging van de naleving van elk toekenningcriterium van de vergunning bedoeld in hoofdstuk 2, als de « CWaPE » dit nodig acht ten aanzien van de situatie van de aanvrager.

HOOFDSTUK V. — *Informatie die de houders van een vergunning moeten verstrekken*

Art. 16. Indien de « CWaPE » het nodig acht in het licht van de ontwikkelingen op de flexibiliteitsmarkt, kan zij de leveranciers van flexibiliteitsdiensten opleggen dat zij jaarlijks een activiteitenverslag indienen. De « CWaPE » kan voor dit verslag een model opmaken en opleggen.

Art. 17. Iedere houder van een vergunning maakt aan de « CWaPE » binnen 15 dagen elke wijziging van haar statuten over, samen met de notulen van het orgaan dat deze wijziging heeft uitgevoerd, alsook elke andere wijziging die gevolgen kan hebben voor de naleving van de bij of krachtens het besluit van 12 april 2001 voorgeschreven criteria en verplichtingen.

Art. 18. Elke houder van een vergunning maakt aan de « CWaPE » onverwijld en uiterlijk binnen vijftien dagen elke controlewijziging, elke fusie, splitsing of overdracht van activiteitensector waarbij hij betrokken is over.

Art. 19. Elke houder van een vergunning maakt aan de « CWaPE » binnen 15 dagen elke aanpassing over met betrekking tot de wijziging in de oorsprong van het bedoelde aanbod van flexibiliteitsdiensten.

HOOFDSTUK VI. — *Afstand en intrekking van de vergunning*

Art. 20. § 1. Iedere houder van een vergunning die afstand ervan wenst te doen, kan zijn aanvraag indienen bij de « CWaPE », met inachtneming van zijn contractuele voorwaarden. De aanvraag vermeldt nauwkeurig de manier waarop aan de in paragraaf 2 bedoelde verplichting zal worden voldaan.

§ 2. De intrekking van de vergunning is onderworpen aan de voorafgaande kennisgeving van de gecontracteerde netgebruikers.

Art. 21. Wanneer de « CWaPE » vaststelt dat een houder van een vergunning niet langer voldoet aan de toekenningscriteria of niet voldoet aan de bij of krachtens het besluit van 12 april 2001 voorgeschreven verplichtingen, brengt ze hem op de hoogte daarvan per aangetekend schrijven met vermelding van de redenen.

De « CWaPE » stelt ook een termijn van maximaal één maand vast waarbinnen de houder verzocht wordt hetzij zijn opmerkingen over te maken hetzij maatregelen te nemen om aan deze voorwaarden en verplichtingen te voldoen. De « CWaPE » hoort de aanvrager die erom verzoekt.

In voorkomend geval deelt de "CwaPE" haar beslissing tot intrekking van de vergunning mee aan de netbeheerders en per aangetekend schrijven aan de houder van de vergunning binnen een termijn van een maand, met ingang op de datum waarop de in het tweede lid bedoelde termijn verstrijkt. De « CWaPE » maakt haar beslissing tot intrekking bij uittreksel op haar internetsite bekend.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 22. Elke natuurlijke of rechtspersoon die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit betrokken is bij het leveren van flexibiliteitsdiensten in het Waalse Gewest, dient binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit een vergunningsaanvraag in bij de « CWaPE ».

Art. 23. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 maart 2019.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE